



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 26 septembre 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel se divergent

Politique monétaire : la PBoC lance une facilité de refinancement de 200 Mds RMB à taux préférentiel pour soutenir la modernisation des équipements des PME

Banque et finance [\(ici\)](#)

Taux de change : la Banque centrale déploie de nouvelles mesures de soutien au yuan, dans un contexte de forte dépréciation face au dollar

Retraites : le Conseil des Affaires d'Etat prévoit de nouvelles mesures censées favoriser le développement des fonds de pension privés individuels

Internationalisation du RMB : la PBoC publie son rapport sur l'internationalisation du RMB pour 2021, qui montre un rôle croissant du RMB dans les échanges internationaux

Marché boursier : le marché boursier chinois continue à chuter sur la semaine

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-US : les Etats-Unis imposent des sanctions sur des sociétés chinoises accusées d'échanger avec l'Iran

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Climat des affaires : selon le dernier sondage de la CCI FRANCE CHINE, les mesures sanitaires pèsent sur l'activité des entreprises françaises en Chine et risquent de durablement détériorer l'attractivité du pays

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Innovation : de nouvelles incitations fiscales sont annoncées à destination des entreprises ayant le statut de High and New Technology Enterprise (HNTE)

Téléphonie : la série Mate 50 de Huawei, compatible avec les coques de téléphone 5G, voit sa production relancée en urgence après un important succès lors de son ouverture à la vente

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie : publication de chiffres sur le développement des énergies renouvelables dans chaque province : seuls le Xinjiang et le Gansu n'atteignent pas leurs quotas

Energie : la Chine poursuit ses investissements dans les centrales à charbon et les usines sidérurgiques, au risque de les transformer en actifs échoués si les engagements climatiques sont maintenus

Energie : début de la construction du 4^e pipeline de gaz West East

Aéronautique : le COMAC C919 sur le point d'être certifié par l'administration de l'aviation civile de Chine

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : publication de 22 mesures de soutien en faveur des secteurs touchés par la crise sanitaire

Shanghai : signature de 21 projets pour le déploiement de l'hydrogène dans la zone économique de Lingang

Shanghai : réflexion sur la neutralité carbone

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Commerce extérieur : Hong Kong voit ses exportations diminuer de 14,3% au mois d'août

Place financière : la HKMA dévoile le programme de son sommet financier du mois de novembre et attend les représentants d'une centaine d'institutions financières

Bourse : Leapmotor et Onewo voient leurs titres se contracter largement à Hong Kong lors de leur première journée de cotation

Macao

Industrie du jeu : hausse des actions des casinos à la bourse de Hong Kong suite à l'annonce de la reprise des visites de groupe et la délivrance des visas électroniques pour les résidents chinois

Taiwan [\(ici\)](#)

Commerce bilatéral : le commerce entre la France et Taiwan progresse de plus de 40 % sur les sept premiers mois 2022

Assurance non-vie : perte de plus de 75 Mds TWD sur les huit premiers mois 2022

Compétitivité numérique : Taiwan au 11^{ème} rang mondial en 2022

Semi-conducteurs : le National Science and Technology Council annonce une enveloppe de 35 Mds TWD pour maintenir l'avance technologique de Taiwan

Chine continentale

Conjoncture

PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel se divergent

Pour le secteur manufacturier, [l'indice des directeurs d'achats \(PMI\) Caixin-Markit](#) retombe à 48,1 en septembre (contre 49,5 en août), restant en zone de contraction, principalement en raison de l'application de mesures anti-Covid dans plusieurs régions qui a pesé sur la production et l'approvisionnement. Les sous-indices montrent que la production, les nouvelles commandes et l'emploi diminuent en septembre et la demande étrangère se contracte plus rapidement qu'en août (les chiffres précis pour les sous-indices ne sont pas divulgués par Caixin).

[L'indice PMI manufacturier officiel](#) continue quant à lui d'augmenter, passant à 50,1 en septembre (contre 49,4 en août). Cette augmentation s'explique principalement par la hausse du sous-indice de la production (51,5 contre 49,8). Par ailleurs, les sous-indices du prix d'achat des principales matières premières et du prix d'usine grimpent respectivement à 51,3 et 47,1 en septembre (contre 44,3 et 44,5 en août). En revanche, le sous-indice des nouvelles commandes à l'exportation s'abaisse de 48,1 à 47,0 en septembre. Il convient de noter que le PMI des grandes entreprises s'élève à 51,1, alors que les PMI des moyennes entreprises et des petites entreprises augmentent également mais tous restent en zone de contraction.

[Le PMI non manufacturier officiel](#) continue à fléchir à 50,6 en septembre (contre 52,6 en août), notamment en raison de la réduction du sous-indice des nouvelles commandes (43,1 contre 49,8) et de la baisse de l'anticipation des activités (57,1 contre 58,4).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

Politique monétaire : la PBoC lance une facilité de refinancement de 200 Mds RMB à taux préférentiel pour soutenir la modernisation des équipements des PME

Pour répondre à l'exigence du soutien de financement préférentiel à la modernisation des équipements, énoncée lors de la réunion du Conseil d'Etat le 13 septembre, [la PBoC a lancé le 28 septembre une facilité de refinancement de 200 Mds RMB \(27,6 Mds USD\)](#). Sont concernés les prêts ciblant les équipements des PME, TPE et commerçants individuels des secteurs variés tels que l'éducation, la culture, le tourisme, la santé, les sports, les chargeurs de véhicules électriques, les installations souterraines urbaines, les nouvelles infrastructures et la transformation numérique industrielle. La Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) travaille avec les gouvernements central et locaux pour identifier les projets éligibles.

Plus précisément, il s'agit pour la PBoC de fournir un financement sur un an à un taux d'intérêt préférentiel de 1,75 % à 21 institutions financières, qui accordent ensuite des prêts aux entreprises éligibles à un taux d'intérêt ne dépassant pas 3,2 % (le LPR à un an actuel s'établit à 3,65 %) du 1er septembre au 31 décembre. Les demandes de refinancement peuvent s'effectuer chaque mois, et le dispositif pourra être prolongé jusqu'à deux ans

supplémentaires. Les 21 institutions financières nommées pour ce programme comprennent les trois *policy banks*, les banques commerciales d'Etat, la *Postal Savings Bank of China* et les *joint-stock banks*.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Taux de change : la Banque centrale déploie de nouvelles mesures de soutien au yuan, dans un contexte de forte dépréciation face au dollar

Lundi 26 septembre, la PBoC a [annoncé](#) l'augmentation du montant que les banques doivent consigner à la Banque centrale en cas de vente de contrat à terme (*forward*) en devises de 0 % à 20 % du notionnel du contrat. L'augmentation de cette « réserve obligatoire de risque », opérationnelle à compter du mercredi 28, vise à renchérir le coût de ce type de produit, et ainsi en réduire la demande pour limiter la spéculation contre le yuan. Le niveau de réserve est un outil contracyclique mobilisé par la PBoC pour orienter le taux de change du yuan, il avait ainsi été abaissé de 20 % à 0 % en octobre 2020, dans un contexte d'appréciation du yuan. Par ailleurs, d'après [Reuters](#), les autorités envisagent également la mise en place d'un autre mécanisme suspendu en octobre 2020 et visant à limiter les fluctuations du taux de change : le « facteur contracyclique », utilisé par la PBoC pour la fixation quotidienne du taux de référence.

Ces annonces interviennent alors que le yuan a connu cette semaine une accélération de la dépréciation enregistrée depuis mars face au dollar, lorsque la monnaie chinoise évoluait à un niveau de 6,3 CNY par dollar. Le yuan est passé cette semaine de 7,12 CNY pour un dollar lundi à un point bas de 7,24 (inédit depuis 2008) ce mercredi, avant de revenir à son niveau de début de semaine.

Retraites : le Conseil des Affaires d'Etat prévoit de nouvelles mesures censées favoriser le développement des fonds de pension privés individuels

Lundi, le Conseil des Affaires d'Etat a [précisé](#) les dispositifs fiscaux applicables aux sommes investies dans les fonds de pension commerciaux privés, annoncés par les autorités en avril dernier ([voir les Brèves du SER de Pékin du 18 avril 2022](#)). Les contributions volontaires jusqu'à 12 000 RMB (1 700 EUR) par an seront déductibles de ses impôts et les plus-values réalisées sur ces placements ne seront pas soumises à l'impôt sur le revenu. Par ailleurs, le taux d'imposition effectif des revenus *in fine* perçus sera abaissé à 3 %, contre 7,5 % dans le cas du projet pilote actuellement déployé dans plusieurs villes.

Pour mémoire, l'actuel système des pensions chinois s'appuie fortement sur l'Etat et les employeurs. Il se compose de trois éléments : 1. l'assurance retraite élémentaire gérée par le gouvernement qui en constitue la principale partie ; 2. les rentes d'entreprises, qui sont de nature complémentaire et par construction peu homogènes ; 3. Des éléments de capitalisation (constitués par de l'épargne individuelle volontaire et des produits d'assurance-vie) qui n'en représentent qu'une partie trop faible et qui méritent d'être développés. Selon une étude Towers Watson [citée](#) par le Financial Times, en 2020, la Chine disposait de 285 Mds USD d'actifs liés au régime de retraite, équivalent à seulement 2 % du PIB chinois. En comparaison, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, le total des actifs de retraite représente respectivement 135 % et 157 % du PIB.

Le développement de fonds de pension privés vise à répondre aux besoins croissants de la population en matière de retraite. Les travailleurs employés urbains et ruraux qui participent au régime national de retraite de base y sont éligibles. Le système repose sur des « comptes personnels de prévoyance », ouverts auprès de banques commerciales mais gérés par l'intermédiaire d'une « plateforme de services de gestion des informations personnels sur les retraites », qui sont alimentés par les cotisations des participants. Les fonds seront investis sur les marchés. Enfin, les participants qui auront atteint l'âge de percevoir leur retraite (selon le régime national de

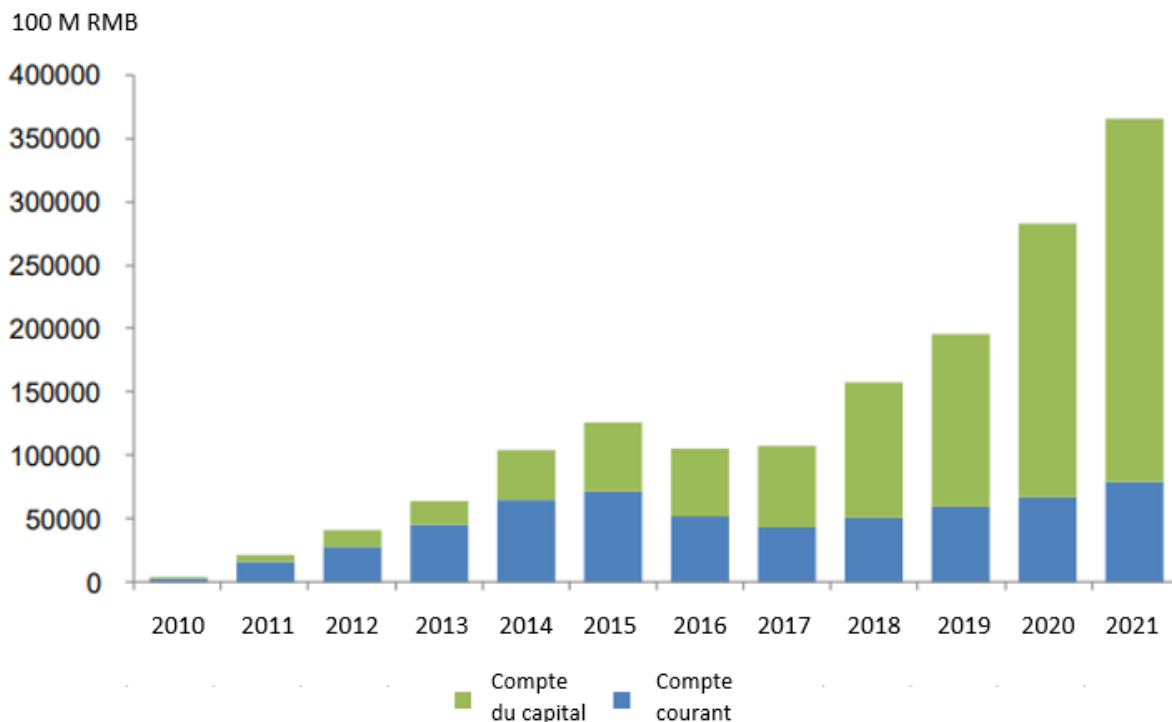
base) pourront percevoir leur allocation retraite personnelle sur une base mensuelle ou ponctuelle. Le système est en cours de tests dans certaines villes pendant un an.

Internationalisation du RMB : la PBoC publie son rapport sur l'internationalisation du RMB pour 2021, qui montre un rôle croissant du RMB dans les échanges internationaux

Le 23 septembre, la PBoC a publié son [« rapport sur l'internationalisation du RMB pour 2021 »](#). En 2021, le total des encaissements et paiements transfrontaliers en RMB par les banques pour le compte de clients s'élève à 36 600 Mds RMB (contre 28 390 Mds RMB en 2020), soit une augmentation de 29 % en g.a (contre +44,3 % en g.a. en 2020). Concrètement, en 2021 :

- Les encaissements et paiements transfrontaliers en RMB sur les comptes courants s'élèvent à 7 950 Mds RMB (augmentation de 17,1 % en g.a.), ce qui représente 17,3 % des règlements transfrontaliers en devises nationales et étrangères au cours de la même période (baisse de 50 points de base par rapport à 2020).
- Les encaissements et des paiements transfrontaliers en RMB au titre des comptes du capital s'élèvent à 28 660 Mds RMB, soit une augmentation de 32,8 % en g.a.. Les investissements directs, des investissements en titres et des financements transfrontaliers en RMB en représentent respectivement 20,2 %, 74,1 % et 5,6 %. Fin 2021, le montant total des actifs financiers tels que les actions, obligations, prêts et dépôts en RMB nationaux détenus par des entités étrangères s'élevait à 10 830 Mds RMB, soit une augmentation de 20,5 % en g.a.

Evolution des encaissements et paiements transfrontaliers en RMB



Source : PBoC

Les règlements transfrontaliers en RMB, qui correspondent à la différence entre les encaissements (capitaux entrants) et paiements (capitaux sortants), sont globalement équilibrés, avec une entrée nette totale de 404,5 Mds RMB en 2021.

En termes de ventilation géographique, Shanghai, Pékin et Shenzhen constituent les trois premiers centres du pays en termes de règlements transfrontaliers en RMB avec respectivement 49,1 %, 21,1 % et 8,5 % du total des règlements transfrontaliers en RMB dans le pays en 2021. 11 provinces du continent chinois affichent des règlements transfrontaliers en RMB dépassant 200 Mds RMB (contre 9 provinces en 2020). Par ailleurs, les règlements en RMB entre la Chine continentale et Hong Kong représentent 48,6 % du total des encaissements et paiements transfrontaliers en RMB, se classant ainsi au premier rang et suivi par le Singapour (11,3 %), le Royaume-Uni (5,4 %) et Macao (3,9 %). Les règlements en RMB avec la France représentent 1,5 % du total (inchangé par rapport à l'année 2020).

Il convient également de noter que les règlements transfrontaliers en RMB entre la Chine et les pays le long de « la Ceinture et la Route » dépassent 5 420 Mds RMB en 2021 (contre 4 530 Mds RMB en 2020), soit une croissance de 19,6 % en g.a. (contre +65,9 % en g.a. en 2020), représentant 14,8 % du total des règlements transfrontaliers en RMB. Concrètement, les règlements de commerce en RMB s'élevaient à 998 Mds RMB, soit une augmentation de 14,7 % en g.a., et les investissements directs en RMB s'élevaient à 623 Mds RMB, soit une croissance de 43,4 % en g.a.. Jusqu'à fin 2021, la Chine a signé des accords bilatéraux d'échange de devises nationales avec 22 pays le long de « la Ceinture et la Route » et a établi des mécanismes de règlement en RMB dans 8 pays de « la Ceinture et la Route ».

Selon les données publiées par SWIFT, à fin juin 2022, le RMB se classe au cinquième rang des principales devises de paiement internationales, et les règlements en RMB représentent 2,2 % de tous les paiements en devises, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à la même période l'année dernière. Au premier trimestre 2022, le RMB occupe la cinquième place dans la composition en devises des réserves officielles de change (*Official Foreign Exchange Reserves, COFER*) du Fonds monétaire international (FMI), représentant 2,88 % des réserves de change mondiales, en hausse de 1,8 point de pourcentage par rapport à 2016, lorsque le RMB a officiellement rejoint le panier de devises des droits de tirage spéciaux (SDR) du FMI. Il convient également de noter qu'en mai 2022, le FMI a relevé le poids du RMB dans les SDR de 10,92 % à 12,28 %.

S'agissant des priorités de l'internationalisation du RMB pour l'année 2022, s'ajoutent à celles déjà mentionnées en 2021 :

- i) **Encourager les entreprises multinationales à utiliser davantage de RMB dans le commerce et l'investissement transfrontaliers** (跨国公司本外币一体化资金池试点). Un programme pilote a été lancé à Pékin et à Shenzhen en mars 2021 et a été élargi à Shanghai, Guangdong, Shaanxi, Zhejiang et Qingdao en juillet 2022. Il doit permettre de donner plus de droit d'échange en devises aux entreprises approuvées dans la limite d'un certain montant.
- ii) **Soutenir l'émission de *panda bonds* par les entités étrangères et développer le « *Wealth Management Connect* » dans la région de la *Greater Bay Area*.**
- iii) **Explorer les coopérations de règlement en devises locales avec d'autres pays de l'ASEAN et les pays voisins** (en septembre 2021, la PBoC et la Banque d'Indonésie ont lancé le cadre de coopération *Chine-Indonésie Local Currency Settlement (LCS)* et le marché interbancaire régional sur RMB/roupie indonésienne dans la province du Zhejiang. Dans le cadre de ce mécanisme, les banques centrales

des deux pays désignent certaines banques commerciales comme teneurs de marché interdevises agréés (*ACCD, Appointed Cross Currency Dealer*), les banques ACCD des deux pays ouvrent des comptes pour la devise de l'autre et les entreprises ouvrent des sous-comptes pour la devise de l'autre à la banque ACCD de leur pays d'origine).

- iv) **Développer le marché offshore du RMB**, bien utiliser l'accord permanent de swap en devises avec Hong Kong (la PBoC et l'Autorité Monétaire de Hong Kong ont étendu leur accord de swap à 800 Mds RMB contre 500 Mds RMB et rendu l'accord permanent en juillet 2022), améliorer le mécanisme d'approvisionnement de liquidités en RMB offshore et renforcer le soutien politique aux chambres de compensation.

Marché boursier : le marché boursier chinois continue à chuter sur la semaine

Cette semaine, le marché boursier chinois continue à tomber, en enregistrant une perte de 2,1 % sur la bourse de Shanghai et la bourse de Shenzhen. A part l'impact du ralentissement économique en Chine, la pression de la dépréciation du RMB pèse également sur l'anticipation des investisseurs.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 26 et le 30 septembre	-1,3%	-2,1%	-2,1%	-0,6%	-2,2%
Depuis le 1er septembre	-6,7%	-5,6%	-8,8%	-10,9%	-8,8%
Depuis le 1er janvier 2022	-23,0%	-16,9%	-27,5%	-31,1%	-32,8%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : les Etats-Unis imposent des sanctions sur des sociétés chinoises accusées d'échanger avec l'Iran

Le 29 septembre, le département du Trésor des Etats-Unis a [ajouté](#) deux sociétés basées en Chine continentale¹ ainsi que trois sociétés basées à Hong Kong² à la « *Specially Designated Nationals List* » (*SDN List*). Le gouvernement américain accuse ces sociétés d'être impliquées dans l'exportation de produits pétrochimiques et pétroliers de l'Iran en violation des sanctions américaines.

Les avoirs aux États-Unis des entreprises incluses dans la *SDN List* sont gelés, et les entités américaines sont dans l'interdiction d'échanger avec les sociétés listées.

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ Zhonggu Storage et WS Shipping Co

² ML Holding Group Limited, Sierra Vista Trading Limited et Sophychem HK Limited

Climat des affaires

Climat des affaires : selon le dernier sondage de la CCI FRANCE CHINE, les mesures sanitaires pèsent sur l'activité des entreprises françaises en Chine et risquent durablement détériorer l'attractivité du pays

Dans la continuité du [sondage](#) sur l'activité économique des entreprises françaises publié en mai, la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Chine (CCI FRANCE CHINE) a [renouvelé cet exercice](#) en interrogeant ses membres entre les 2 et 14 septembre 2022. 303 entreprises ont répondu au sondage.

- **La situation sanitaire en Chine, conduisant depuis le début de l'année à des confinements partiels ou généralisés dans de nombreuses villes, contribue à la détérioration de l'image du pays** (selon 79 % des répondants) et entraîne des conséquences sur la stratégie d'investissement de la plupart des filiales d'entreprises françaises en Chine (58 %) ; 16 % (autant qu'en mai) envisagent même une réduction de leur présence dans le pays. 43 % d'entreprises n'envisagent pas d'accroître leur présence en Chine durant les trois prochaines années (contre 27 % en mai). La stratégie sanitaire des autorités chinoises est à ce titre plus que jamais la variable déterminant la stratégie d'investissement des entreprises françaises (89 %, contre 80 % en mai), loin devant les problématiques de conformité internationale (16 %).
- **Un grand nombre d'entreprises voient ainsi leurs profits pénalisés (61,6%).**
- **Les entreprises membres sont également davantage pénalisées par le ralentissement économique de la Chine**, lequel influence de manière grandissante leurs décisions d'investissements dans le pays (54 %, contre 49 % en mai).
- **Alors que 70 % des entreprises soulignent avoir besoin d'employés expatriés pour assurer la bonne conduite de leurs affaires, plus de la moitié des répondants rapportent une baisse de la part d'employés expatriés dans leurs effectifs** ; seulement 1 % ont connu une hausse de la part d'employés expatriés.
- **Le remplacement d'employés expatriés tient désormais en premier lieu de la difficulté à attirer des talents étrangers dans le pays** (66 %), suivi par les restrictions sanitaires à l'entrée dans le pays (58 % contre 65 % au printemps) et le coût que représentent ces ressources humaines (26 %).
- **Les entreprises françaises appellent de leurs vœux des mesures d'allègement des contraintes d'accès à la Chine**, qui sont par ailleurs compatibles avec la poursuite d'une stratégie 0-covid :
 - Réduction de la durée (82 %) et amélioration des conditions de quarantaine (64 %) ;
 - Fin des hospitalisations systématiques et forcées des cas positifs et possibilité de rester à domicile (80 %) ;
 - Augmentation des fréquences aériennes (87 %) ; fin du « circuit breaker » entraînant des annulations imprévisibles (76 %).

Ce nouveau sondage confirme que les difficultés rencontrées par les entreprises françaises en Chine persistent. Un nombre croissant envisage en conséquence de renoncer à de nouveaux projets d'investissements dans un pays dont l'attractivité connaît une forte dégradation. Malgré le relâchement relatif des restrictions à l'entrée en Chine cet été, les entreprises françaises peinent à attirer des talents étrangers. L'incertitude causée par le durcissement des mesures observé lors de la crise sanitaire aux dépens de l'activité économique pourrait remettre en question la centralité de la Chine au sein des chaînes de valeur mondiales. La CCI FRANCE CHINE appelle à des mesures urgentes pour faciliter l'arrivée des expatriés sur le territoire chinois et réitère le souhait des entreprises françaises de voir l'établissement d'un plan de sortie de la politique zéro Covid. Elle souligne aussi

que pour que les échanges commerciaux et les investissements croisés continuent de s'accroître, un climat des affaires transparent, prévisible et équitable est nécessaire.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Innovation : de nouvelles incitations fiscales sont annoncées à destination des entreprises ayant le statut de *High and New Technology Enterprise* (HNTE)

L'administration fiscale de l'Etat, le ministère des Finances (MoF) et le ministère des Sciences et de la Technologie (MOST) ont [annoncé](#) de nouvelles incitations fiscales à destination des entreprises ayant le statut de *High and New Technology Enterprise* (HNTE) le 26 septembre. Les entreprises éligibles bénéficient d'ores et déjà d'un traitement fiscal favorable, avec notamment un taux d'imposition réduit (15 % au lieu de 25 %). Pour rappel, le système des *High and New Technology Enterprises* est basé sur des critères précis (investissements en R&D >3 % ; part des chercheurs dans les effectifs totaux >10 % ; part des diplômés du tertiaire (ou professeurs associés) >30 %) qui tendent à se durcir.

Les nouvelles incitations fiscales ont un double objectif :

- [Encourager les investissements en capital](#) : les équipements neufs achetés par les entreprises des hautes technologies entre octobre et décembre 2022 seront entièrement déductibles du revenu imposable de l'année en cours et une déduction supplémentaire de 100 % pourra leur être appliquée.
- [Stimuler les dépenses de recherche et développement \(R&D\)](#) : le taux de déduction avant impôt pour les dépenses de R&D est porté de 75 % à 100 % entre octobre et décembre 2022.

Téléphonie : la série Mate 50 de Huawei, compatible avec les coques de téléphone 5G, voit sa production relancée en urgence après un important succès lors de son ouverture à la vente

La série de smartphones Mate 50 de Huawei, ouverte à la vente depuis le 21 septembre, connaît un important succès qui a conduit Huawei à en augmenter la production d'urgence [d'après Shanghai Security News](#). Le premier lot de la série Mate 50, réparti entre les distributeurs, compte 4 M d'unités. Des situations de pénuries sont rapportées sur certaines versions de ce nouveau modèle.

La principale innovation de la série Mate 50 réside dans la possibilité de [connexion](#) avec le système satellitaire BeiDou, permettant aux utilisateurs d'envoyer des messages et des données de localisation en l'absence de réseau mobile local.

Si la série Mate 50 ne supporte que le réseau 4G, sa compatibilité avec les coques de téléphone 5G lui donne l'accès au réseau correspondant. En particulier, China Telecom [vend](#) des coques de téléphone adaptées au nouveau modèle, développées par l'entreprise chinoise Soyea Technology et comportant une eSIM 5G intégrée. Pour mémoire, les sanctions américaines ([foreign direct product rule](#)) à l'encontre de Huawei empêchent l'entreprise d'acquérir des puces 5G. Ainsi, un tel accessoire permettrait en théorie de contourner ces sanctions.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Développement durable, énergie et transports

Energie : Publication de chiffres sur le développement des énergies renouvelables dans chaque province : seuls le Xinjiang et le Gansu n'atteignent pas leurs quotas

L'administration nationale de l'énergie (NEA) a publié vendredi 16 septembre son « [rapport de suivi et d'évaluation du développement national de l'énergie d'origine renouvelable 2021](#) ». Ce rapport fournit des chiffres sur : (i) le développement des énergies renouvelables (EnR) à l'échelle nationale, (ii) la consommation d'EnR par province, (iii) la disponibilité annuelle d'heures d'énergie éolienne et photovoltaïque dans les principales provinces concernées, (iv) la situation en matière de consommation et d'utilisation d'EnR par province, (v) la transmission d'EnR par des lignes à ultra-haute tension en courant continu, et (vi) des projets de démonstration d'EnR.

En particulier, le rapport détaille l'atteinte des cibles en matière de consommation d'EnR réalisée par 30 provinces chinoises (excluant le Tibet). Ces résultats comportent deux types de cibles (une cible incluant et une cible excluant l'hydroélectricité), pour lesquelles des quotas obligatoires et des objectifs plus ambitieux mais non obligatoires sont assignés à chaque province. Ces résultats sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

	Atteinte des quotas obligatoires (nb provinces)	Atteinte des objectifs plus ambitieux (nb provinces)	Echec à l'atteinte des quotas obligatoires (% par rapport à la cible)	Dépassement des quotas obligatoires (% par rapport à la cible)	Moyen nationale
Consommation d'EnR avec hydroélectricité	28/30	13/30	Xinjiang (-1,8 %) Gansu (-2,6 %)	Qinghai (+7,6 %) Henan (+7,5 %)	+2,3 %
Consommation d'EnR sans hydroélectricité	29/30	19/30	Xinjiang (-0,6 %)	Qinghai (+4,8 %) Shanxi (+4,4 %) Ningxia (+4,2 %)	+1,6 %

En 2020, le Xinjiang et le Gansu étaient déjà les deux seules provinces à avoir manqué leurs quotas obligatoires, alors qu'elles possèdent d'importantes ressources en énergies renouvelables (solaire et éolienne) et mettent en œuvre des projets de construction de capacité (voir brèves du SER de Pékin, semaines du 29 novembre 2021 et semaine du 17 mai 2021). Ce décalage peut être expliqué par le fait que les besoins en énergie de ces deux provinces sont pourvus : la croissance économique relativement faible n'induit pas de besoins supplémentaires importants en énergie, tandis que le remplacement d'infrastructures énergétiques existantes par des infrastructures d'EnR est coûteux. Une solution pour équilibrer l'offre supplémentaire avec la demande d'EnR et pour viabiliser la construction d'infrastructures d'EnR est de faciliter l'exportation interprovinciale d'EnR, un chantier de réformes que le gouvernement chinois met progressivement en œuvre.

Energie : la Chine poursuit ses investissements dans les centrales à charbon et les usines sidérurgiques, au risque de les transformer en actifs échoués si les engagements climatiques sont maintenus

Un rapport du *Centre for Research on Energy and Clean Air* (CREA) [paru](#) le 28 septembre 2022 souligne que si l'utilisation du charbon pour la production d'énergie et pour l'industrie sidérurgique a diminué de 4% sur le premier semestre 2022, les investissements dans ces secteurs ont en revanche augmenté.

La diminution de production d'énergie à partir de charbon pendant le premier semestre 2022 est expliquée par le fort ralentissement du secteur de la construction et par les restrictions sanitaires qui ont induit une baisse de la production industrielle et donc de la demande en énergie, ainsi que par l'augmentation de la production d'énergies renouvelables (solaire +13,5%, éolien +7,8%, nucléaire +2%, hydroélectricité +20,3%). Seuls les mois de juillet et août ont dérogé à cette diminution tendancielle, à cause des fortes sécheresses qui ont entraîné une augmentation de la demande en électricité, et une baisse de la production à partir d'hydroélectricité (notamment dans le Sichuan, voir [bulletin d'analyse économique Chine, septembre 2022](#)).

A contre-courant de cette tendance à la baisse, les investissements dans les centrales à charbon et les usines sidérurgiques ont en revanche accéléré. Pendant le premier semestre 2022, les autorités locales ont approuvé 15 GW de nouvelles capacités de production d'électricité au charbon, tandis que les entreprises sidérurgiques chinoises ont annoncé 30 millions de tonnes/an de capacité supplémentaire à base de charbon (le plus grand nombre depuis 2019). Pour rappel, la Chine n'a pas publié dans son 14^e plan énergétique son habituel plafond en termes de consommation de charbon et de capacité installée d'énergie à base de charbon ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 21 mars 2022](#)).

Ces investissements ne sont pas alignés avec la tendance globale de découplage du charbon et avec les objectifs de décarbonation de la Chine. En effet, la fédération chinoise des matériaux de construction a annoncé que les industries sidérurgiques et du ciment (second et troisième secteurs les plus émetteurs de CO₂) atteindraient leur pic d'émissions carbone en 2025 et 2023 respectivement ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 5 septembre 2022](#)). Ce décalage entre les plans d'investissement et les objectifs de décarbonation de ces industries présentent le risque de résulter en investissements perdus et en surcapacités, plutôt qu'en une augmentation des émissions carbone, dans un contexte de pertes financières déjà importantes du secteur du charbon. Le CREA calcule ainsi que les nouveaux investissements dans les capacités de production d'électricité et d'acier à base de charbon au cours des six premiers mois de 2022 se traduiront respectivement par 8,5 Mds USD (env. 82 MdS de CNY) et 15-22 Mds USD (env.100-150 milliards de CNY) de capacités inutilisées si la trajectoire de décarbonation chinoise est respectée.

D'après le CREA, ce besoin perçu de nouvelles capacités à base de charbon pour répondre aux déficits énergétiques ponctuels a pour cause sous-jacente le manque de flexibilité et de capacités de stockage du réseau électrique chinois. Cette inflexibilité empêche une utilisation efficace et une répartition adéquate des capacités, d'où la nécessité d'accélérer les réformes du réseau électrique. En effet, le risque pour la Chine est moins d'échouer à atteindre ses objectifs de pic et de neutralité carbone, que de rendre cette transition plus difficile économiquement et politiquement.

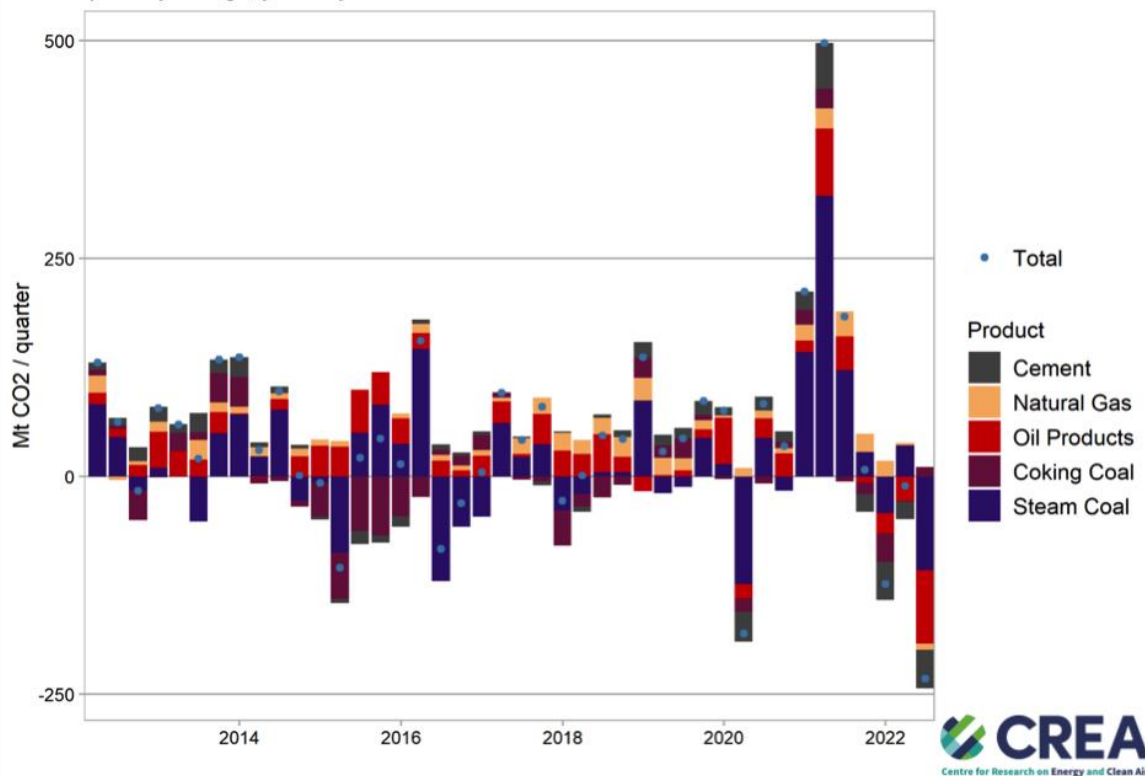
Le CREA propose ainsi 4 recommandations :

1. Appliquer la politique consistant à n'autoriser les nouvelles centrales au charbon que pour la stabilité du réseau. Appliquer également cette politique aux centrales au gaz.

2. Mettre en place un système de surveillance accessible au public pour s'assurer de la mise en œuvre stricte de cette politique et cartographier les centrales charbon comportant des installations éoliennes et solaires.
3. Inclure le secteur sidérurgique dans le système d'échange de quotas d'émission (ETS) de la Chine pendant le 14^e plan quinquennal, comprenant un plafond absolu d'émissions.
4. Limiter les nouveaux investissements dans les capacités des hauts fourneaux et accélérer l'adoption des fours à arc électrique et de la fabrication d'acier à base d'hydrogène.

China's CO2 emissions from energy and cement

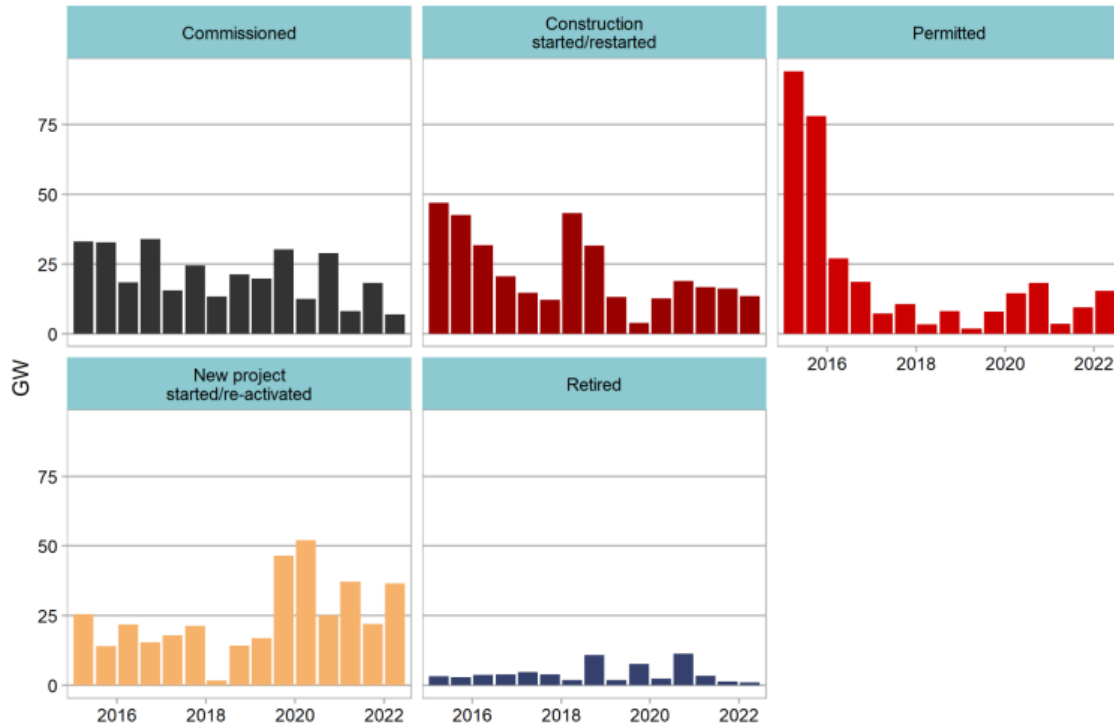
quarterly change, year-to-year



Les émissions provenant des secteurs intensifs en charbon ont diminué pendant le premier semestre 2022.

Coal power pipeline in China

Changes in project status, half-yearly



Source: CREA analysis of [Global Coal Plant Tracker](#) data.

Les autorisations pour des projets charbon ont augmenté pendant le premier semestre 2022.

Energie : Début de la construction du 4^e pipeline de gaz West East

La construction du 4^e pipeline de gaz West East a débuté ce mercredi. Le projet s'étend sur près de 3340 kilomètres, reliant Wuqia dans l'ouest du Xinjiang à Zhongwei dans le Ningxia. Ce nouveau pipeline vient en complément des trois premiers Pipeline West East qui contribuent à acheminer près de 77 M de m³ de gaz par an. Ce pipeline permet de transporter du gaz en provenance du Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan vers la Chine et plus particulièrement vers les régions de l'Est, qui concentrent les besoins chinois en énergie. D'une capacité de 40 Mds de m³ par an et devrait être mis en service en 2024 portant ainsi les capacités à plus de 100 Mds de m³/an.

Aéronautique : Le COMAC C919 sur le point d'être certifié par l'administration de l'aviation civile de Chine

L'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) [aurait délivré à COMAC](#) le certificat de type du monocouloir C919 lors d'une cérémonie le 29 septembre 2022 en présence de plusieurs hauts dignitaires du parti communiste chinois. L'information, qui n'est pas encore officielle, pourrait faire l'objet d'une communication coordonnée par les médias officiels le soir du 30 septembre, la veille de la fête nationale du pays.

Le programme C919, qui vise à concurrencer Airbus et Boeing sur le marché phare des monocouloirs, avait accusé de multiples retards depuis son lancement en 2007. En juin dernier l'avionneur avait annoncé que l'ensemble des vols d'essai avant la certification était achevé et que celle-ci, retardée plusieurs fois, aurait lieu avant la fin de l'année. COMAC doit livrer son premier exemplaire à la compagnie China Eastern Airlines, client de lancement, avant la fin de l'année après plusieurs décalages du calendrier de livraisons ([voir les brèves du SER de Pékin du 5 septembre 2022](#)). L'avionneur chinois a annoncé avoir reçu 815 commandes de 28 clients différents.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Shanghai : publication de 22 mesures de soutien en faveur des secteurs touchés par la crise sanitaire

Le 28 septembre, le gouvernement municipal de Shanghai a tenu une conférence de presse pour présenter [22 mesures politiques](#) pour stabiliser l'économie (上海市助行业强主体稳增长的若干政策措施). Ces mesures sont présentées comme étant dans la continuité des "21 mesures" de la ville pour lutter contre l'épidémie, publiées courant avril 2022, et des "50 mesures" de relance de l'économie, publiées début juin à la sortie des deux mois de confinement de la ville de Shanghai. Selon la [municipalité](#), cette première série de mesures aurait donné des résultats significatifs pour améliorer l'environnement économique de la ville, mais la situation du commerce et des investissements étrangers resterait complexe.

En effet, de nombreuses entreprises sont encore en difficultés. Ainsi, ces [22 mesures](#) se concentrent sur des secteurs fortement touchés par l'épidémie, tels que la culture, le tourisme, les sports, les expositions, la publicité, l'aviation et divers types de services liés au mode de vie. Les aides prendront en majorité la forme de subventions. Par ailleurs, une réduction des coûts de location sera appliquée aux exposants en 2022, en particulier pour les grandes expositions du secteur économique et technique. Pour les secteurs de la restauration et de l'hébergement, des exonérations de loyer seront données jusqu'à la fin 2022.

Pour faciliter le commerce international, des efforts seront faits pour stabiliser les chaînes d'approvisionnement et fluidifier le transport des marchandises en optimisant le stockage des conteneurs, le chargement et déchargement dans les terminaux et la réduction du temps de traitement des marchandises, en particulier pour les opérations de dédouanement. Pour attirer les investissements étrangers et soutenir le commerce extérieur, le commerce vert et le commerce électronique transfrontalier, la nouvelle zone de Pudong, la zone pilote de libre-échange de Lingang, ainsi que le centre international de Hongqiao seront mis en valeur. La 5e foire internationale des importations de Shanghai (CIIE) organisera également un certain nombre d'activités de promotion des investissements.

Shanghai : signature de 21 projets pour le déploiement de l'hydrogène dans la zone économique de Lingang

Le 28 septembre, la nouvelle zone de Lingang a tenu sa « conférence 2022 sur [l'hydrogène](#) » et publié son "14e plan quinquennal pour le développement de l'industrie des véhicules à hydrogène" (临港新片区氢燃料汽车产业“十四五”发展规划). Selon le plan, d'ici 2025, la taille de l'industrie de l'hydrogène dans la nouvelle zone de Lingang dépassera 20 Mds CNY, l'application à grande échelle des véhicules à hydrogène et la construction d'infrastructures de stations de ravitaillement en hydrogène seront accélérés. Dans les prochaines années, toutes les zones de transport public de Lingang seront alimentées en hydrogène.

En particulier, 21 projets pour l'industrie de l'hydrogène, impliquant un investissement total d'environ 8,5 Mds CNY, ont été signés. Ces projets couvrent un certain nombre de domaines de l'hydrogène et des piles à combustible. Parmi les projets mentionnés peuvent être cités :

De Chuang Future New Energy Commercial Vehicle Development and Autonomous Driving R&D Project (德创未来新能源商用车研制及自动驾驶研发) : projet d'une entreprise de véhicules à énergie nouvelle du groupe Shaanxi Automobile (陕汽集团) pour un total d'environ 2,2 Mds CNY d'investissement ;

Le centre de métrologie et d'essai de l'industrie des équipements de stockage de l'hydrogène de Shanghai (上海市储氢装备产业计量测试中心) : projet du groupe Shanghai Electric Nuclear Power (上海电气核电集团) pour la construction d'une plateforme de service à destination des acteurs de l'ensemble de la chaîne industrielle, du cycle de vie et service d'essai de métrologie des équipements de stockage de l'hydrogène.

La plate-forme de service de Lingang Hydrogen Energy Testing and Certification and Technology Innovation Platform (临港氢能检测认证与技术创新平台) : projet conjoint entre Lingang Hydrogen Energy Company (临港氢能公司), Shanghai Auto Inspection (上海汽检) et le Yangtze River Delta National Innovation Center (长三角国创中心). Ce projet se concentrera sur tous les aspects de la production, du stockage, de la transmission et de l'utilisation de l'hydrogène et sur les multiples scénarios d'application de l'hydrogène, couvrant ainsi toute la chaîne de l'industrie.

Shanghai : réflexion sur la neutralité carbone

Dans le cadre de l'objectif national du "double carbone" (双碳, à savoir l'atteinte du pic d'émission de carbone en 2030 et de la neutralité carbone en 2060), la ville de Shanghai a organisé plusieurs événements au sujet de la neutralité carbone de la ville.

Le 27 septembre, un forum a eu lieu à [Chongming](#) pour promouvoir l'île comme une zone de démonstration neutre en carbone. Les axes identifiés sont la transformation numérique de l'approvisionnement en énergie et des processus de fabrication, la modernisation de la base industrielle et de la chaîne industrielle, et la construction verte. Le forum a également mis en avant la nécessité d'accélérer le développement de nouvelles sources d'énergie telles que le photovoltaïque (PV), l'éolien et l'hydroélectrique zéro carbone. Les experts ont également discuté du rôle important que pourrait jouer une plateforme industrie-université-recherche pour accélérer la mise en œuvre des avancées vers la neutralité carbone à Chongming.

Le même jour, Shanghai a également tenu une [conférence de presse](#) pour présenter les progrès environnementaux de Shanghai depuis le 18e Congrès du Parti en insistant surtout sur la réussite du marché carbone de Shanghai, sur lequel plus de trois cents entreprises seraient impliquées, en plus de plus de quatre cents institutions d'investissement. À l'heure actuelle, le marché national du carbone opéré à Shanghai englobe le secteur de l'énergie, le marché régional continuant de regrouper 27 autres secteurs tels que le fer et l'acier, l'énergie électrique, l'industrie chimique, l'aviation, le transport maritime et la construction. Un mécanisme d'inclusion carbone devrait être mis en place pour quantifier, enregistrer et encourager les comportements à faible émission de carbone des entreprises, des PME, des collectivités et des particuliers.

Pour rappel, la Chine a défini sept régions comme pilote d'échange de marché de carbone en 2011, Shanghai étant l'une d'entre elles. En 2013, la ville de Shanghai a officiellement lancé ses travaux pilotes, puis s'est vu confier la construction et la maintenance du système national d'échange de droits d'émission de carbone en 2017. Shanghai a officiellement lancé le marché national en juillet 2021.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Commerce extérieur : Hong Kong voit ses exportations diminuer de 14,3% au mois d'août

Les exportations hongkongaises ont enregistré une contraction de 14,3 % (g.a) au mois d'août, leur plus forte baisse enregistrée depuis le début de la pandémie. Ce recul est notamment lié aux difficultés logistiques et au confinement de plusieurs villes chinoises, ainsi qu'au recul de la demande en provenance certaines destinations clés des exportations hongkongaises. Les importations se contractent plus fortement encore que les exportations, (-16,3 %), permettant au déficit commercial hongkongais de se réduire à 13,3 Mds HKD (1,7 Mds EUR) en août, contre 27,6 Mds HKD en juillet.

Par pays, les exportations hongkongaises vers le Japon se contractent de 24,7 %, celles vers la Chine de 19,4 %. Les exportations vers les Etats-Unis enregistrent en revanche un recul plus modeste, à -7,7 %. Par produit, les exportations d'équipements de télécommunication diminuent de 27,9 %, celles d'appareils électriques de 13,8 %.

Place financière : la HKMA dévoile le programme de son sommet financier du mois de novembre et attend les représentants d'une centaine d'institutions financières

L'autorité monétaire HKMA a publié le 29 septembre le programme détaillé de son sommet financier programmé pour les 1^{er} et 2 novembre 2022. Les représentants d'une centaine d'institutions financières (banques, sociétés de gestion, *brokers*, sociétés de *venture capital*, etc.) sont attendus, dont au moins 30 seront représentées par leur président selon le communiqué publié par la HKMA. Parmi eux figurent notamment James Gorman, PDG de Morgan Stanley, David Salomon, PDG de Goldman Sachs, ou encore Valérie Baudson, PDG d'Amundi.

Le sommet débutera le 1^{er} novembre par un dîner au M+, musée d'art contemporains inauguré en novembre 2021. Il se poursuivra le lendemain avec un discours du Chef de l'exécutif John Lee, suivi de trois panels sur les thèmes de la finance verte, de la technologie et de l'incertitude économique et géopolitique actuelle.

Bourse : Leapmotor et Onewo voient leurs titres se contracter largement à Hong Kong lors de leur première journée de cotation

Le producteur de véhicules électriques Leapmotor et la société de services immobiliers Onewo ont vu leurs titres marquer un recul important à la bourse de Hong Kong le 29 septembre, à l'issue de leur première journée de cotation (respectivement -34 % et -7 %). Ces deux sociétés chinoises avaient complété leur processus d'introduction en bourse lors de la semaine du 19 septembre. Elles avaient alors réalisé les deux plus importantes introductions en bourse de l'année à Hong Kong, malgré une importante sous-souscription. Leapmotor n'était en effet parvenue qu'à lever 800 M USD sur les 1,03 Md USD initialement attendus, et Onewo 733 M USD sur les 783 M USD escomptés. Les introductions en bourse à Hong Kong ont marqué un recul de 90 % au cours des 6

premiers mois de l'année, et à la mi-septembre, seulement 7,7 Mds USD avaient été levés, un chiffre au plus bas depuis 2013. La place financière a été particulièrement affectée par la raréfaction des *IPO offshore* de sociétés chinoises depuis le resserrement réglementaire sur les sociétés du secteur technologique ainsi que sur les conditions de cotations des sociétés chinoises à New York et Hong Kong.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Industrie du jeu : hausse des actions des casinos à la bourse de Hong Kong suite à l'annonce de la reprise des visites de groupe et la délivrance des visas électroniques pour les résidents chinois

Les actions des casinos macanais cotés à la bourse de Hong Kong ont progressé en début de semaine suite à l'annonce par le Chef de l'exécutif de la reprise des visites de groupe et de la délivrance des visas électroniques pour les résidents chinois (*Individual Visit Scheme*) d'ici fin octobre ou début novembre. Le gouvernement prévoit que le nombre de visiteurs quotidiens en provenance de Chine continentale atteindra 40 000 lorsque ces nouvelles mesures seront en place, contre un total de 9 360 en août.

Les actions de Sands China ont ainsi progressé de 15,7 % à la clôture du 26 septembre, celles de SJM Holdings de 11,6 % et celles de Wynn Macau de 11,1 %. Les titres de Galaxy Entertainment Group, Melco International Development et MGM China Holdings ont eux augmenté respectivement de 7,2 %, 5,3 %, et 4,7 %.

Clause de non-responsabilité - Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Retour au sommaire ([ici](#))



Taiwan

Commerce bilatéral : le commerce entre la France et Taïwan progresse de plus de 40 % sur les sept premiers mois 2022

Selon les derniers chiffres des douanes françaises, le commerce de biens entre la France et Taïwan a atteint 4,5 Mds EUR au cours des sept premiers mois 2022, soit une augmentation de 42 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les exportations françaises progressent de 33 % pour atteindre 1,5 Md EUR, notamment en raison de la croissance importante du secteur « Matériels de transport » (349 MEUR, soit près de +140 % en glissement annuel). Hors ce secteur, nos exportations enregistrent une hausse de 18 %. Parmi les autres produits les plus demandés, les « Produits informatiques, électroniques et optiques », 1er poste d'exportation hors aéronautique, progressent de 21 % à 249 MEUR, suivis des « Produits chimiques, parfums et cosmétiques » (238 MEUR, +15 %), des « Produits des industries agroalimentaires (IAA) » (179 MEUR, +10 %), des « Textiles, habillement, cuir et chaussures » (138 MEUR, +29 %) et des « Produits pharmaceutiques » (96 MEUR, +15 %). Les importations en provenance de Taïwan augmentent de 47 % pour atteindre près de 3 Mds EUR, avec notamment les achats des « Produits informatiques, électroniques et optiques » (1,4 Md EUR, +45 %), des « Matériels de transport » (329 MEUR, +40 %), des « Produits métallurgiques et métalliques » (323 MEUR, +59 %), et des « Machines industrielles et agricoles » (304 MEUR, +80 %). Au final, notre déficit commercial avec Taïwan progresse de 65 % pour s'établir à 1,4 Md EUR.

Assurance non-vie: perte de plus de 75 Mds TWD sur les huit premiers mois 2022

D'après les [dernières statistiques de la commission de supervision financière \(FSC\)](#), le secteur de l'assurance taïwanais a réalisé, de janvier à août 2022, un profit de 188 Mds TWD (6 Mds EUR), enregistrant une baisse de 47 % par rapport à la même période en 2021. Par type d'activités, les compagnies d'assurance vie taïwanaises ont, avec 264 Mds TWD (8,5 Mds EUR; -22 %), apporté une contribution positive, alors que les assureurs non-vie taïwanais ont enregistré des pertes de 76,5 Mds TWD (près de 2,5 Mds EUR, - 537%). Ce résultat s'explique essentiellement par les pertes issues de la vente des polices d'assurance Covid-19. En 2022, à la fin septembre, le montant des remboursements s'établit à plus de 100 Mds TWD (3,2 Mds EUR). Afin d'aider la profession, [la FSC a récemment validé la demande d'augmentation de capital de certains assureurs comme Fubon \(15 Mds TWD\), Cathay \(10 Mds TWD\) ou encore CTBC \(9 Mds TWD\)](#). Certaines compagnies d'assurance ont également été autorisées à effectuer des demandes de prêts à court terme. D'après les statistiques de la FSC, les fonds propres du secteur de l'assurance ont enregistré entre janvier et août 2022 en g.a. une diminution de 48 % à 1 461 Mds TWD (47 Mds EUR), dont 1 367 Mds TWD de la part des assureurs vie (-49 %) et 94 Mds TWD de non-vie (-39 %).

Compétitivité numérique : Taiwan au 11ème rang mondial en 2022

Selon le [classement 2022 dernièrement publié par l'Institut International pour le Développement du Management \(IMD\)](#), Taiwan a perdu trois places par rapport à 2021. Ce rapport vise à analyser le virage numérique de 63 économies : l'île y occupe le 11ème rang mondial et le quatrième en Asie-Pacifique, derrière Singapour (4ème), la Corée du Sud (8ème) et Hongkong (9ème) mais se situe devant la Chine (17ème) et le Japon (29ème). Le

Danemark prend la tête du classement, succédant aux Etats-Unis, leader depuis 4 ans. L'IMD utilise 54 indicateurs, classés en trois grandes catégories : la connaissance, où Taiwan se situe au 18ème rang mondial (parmi les sous-catégories, premier pour le nombre de personnes travaillant dans la R&D par habitant, et 3ème en matière de dépenses R&D), sixième rang mondial dans la partie technologie (premier en termes de capitalisation boursière dans le secteur de la tech et des média, ainsi qu'en nombre d'abonnés au haut débit mobile), et 8ème rang mondial dans la partie préparation pour l'avenir (2ème en matière d'utilisation de big data et 3ème en termes d'agilité des entreprises).

Semi-conducteurs : le National Science and Technology Council annonce une enveloppe de 35 Mds TWD pour maintenir l'avance technologique de Taiwan

Le Ministre du National Science and Technology Council (NSTC), WU Tsung-tsong, a annoncé dédier [une enveloppe de 35 Mds TWD pour soutenir la recherche dans le secteur des semi-conducteurs les plus avancés \(angström\) et des technologies quantiques](#) d'ici 2025 (soit plus de 225 MEUR par an). Par ailleurs en mai de cette année, le Yuan législatif a procédé à des amendements au [National Security Act](#), avec notamment un volet suivi par le NSTC s'agissant des technologies stratégiques (*national core key technologies*). Le Conseil national des sciences sera chargé de constituer un comité d'experts pour définir le périmètre de ces technologies clef, avec en premier lieu les semi-conducteurs.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international